

Kigali confirme sa mauvaise foi (Le Potentiel 29/09/2012)

Le mini-sommet de New York sur la situation sécuritaire en RDC a accouché d'une souris. Ayant la conscience chargée, le président rwandais s'est arrangé pour quitter la salle des discussions, coupant ainsi court à toute initiative qui aurait pu amener les participants à le condamner et prendre à son encontre des sanctions pour le soutien qu'il apporte au M23, force négative à l'origine de la nouvelle guerre qui sévit dans l'Est de la RDC depuis avril dernier. Encore une fois, Kigali vient de confirmer sa mauvaise foi dans la résolution de la crise congolaise.

Pas de communiqué final, et partant, pas de mesure coercitive, encore moins une simple condamnation du Rwanda et de son protégé le M23. Voilà ce que la RDC a récolté du mini-sommet convoqué par le secrétaire général des Nations unies le 27 septembre 2012 à New York pour traiter de la crise congolaise. En lieu et place, c'est un compte rendu de la rencontre fait le président de séance et dans lequel il est repris une abondante littérature sur ce qui a été déjà décidé au niveau régional (CIRGL) et continental (UA).

Pour des observateurs avisés, il s'agit là d'un échec par rapport aux attentes de la population congolaise qui espérait voir la communauté internationale, à l'occasion de la 67ème Assemblée générale des Nations unies, établir la responsabilité du Rwanda dans la nouvelle insécurité qui sévit actuellement en RDC et le sanctionner pour son soutien avéré au M23. C'est le cas de Human Rights Watch qui, dans un communiqué, ne cache pas ses regrets : « Le sommet a échoué à reconnaître clairement le problème principal qui est la poursuite du soutien militaire du Rwanda au M23 ».

L'ONG internationale est d'avis que « Tant que le Rwanda continuera à soutenir la rébellion, les civils congolais supporteront les conséquences des combats, quel que soit le nombre de sommets que l'ONU tiendra ». Cette analyse tient debout et réduit l'excuse que tente de placer le secrétaire adjoint chargé des opérations de maintien de la paix en indiquant que « l'important et toutes les délégations ont insisté là-dessus est de se projeter dans l'avenir ». Une projection difficile quand on se reporte à la situation qui prévaut sur le terrain.

Il est de notoriété ce jour que ce groupe armé d'obédience rwandaise se comporte en force occupante dans le Nord-Kivu (Rutshuru) et n'attend plus que le moindre prétexte pour rentrer dans la ville de Goma. Aux dernières nouvelles, il nous revient que les combattants M23 infiltrés dans cette ville ont tué trois personnes.

Jouant à l'anticipation, le président Paul Kagame a créé un incident diplomatique en quittant la salle de la réunion au moment où le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, faisait son intervention axée sur l'implication du Rwanda dans la crise congolaise. Apparemment, le président rwandais redoute tout discours qui récuse son soutien militaire au M23.

L'autre regret vient de certaines personnalités congolaises qui sont étonnées que l'attitude de Paul Kagamé ne soit pas condamnée par les hauts responsables de l'ONU. On laisse faire et ce dernier continue à en faire à sa tête, sinon imposer ses schémas de paix, apparemment partiels et truqués.

A tout prendre, qu'un chef de l'Etat, en l'occurrence, le président rwandais Paul Kagamé, brûle la politesse à ses pairs dans une réunion de haut niveau à New York, n'est pas de bon augure. Il se comporte en enfant gâté et ses protecteurs devraient en être gênés. Car, il s'agit d'un récidiviste. Il a boycotté un sommet de la CIRGL en pressentant que ses pairs allaient revenir sur son cas de conscience, le M23.

Cela s'appelle faire preuve de mauvaise foi vis-à-vis d'un voisin que l'on prétend aider dans la recherche des solutions à l'insécurité intérieure et au niveau de la sous-région. Et par conséquent, il sera difficile de restaurer la confiance entre les deux voisins ; de même les initiatives que l'on tient à mettre en œuvre pourront s'en ressentir sérieusement. Il s'agit, entre autres, du Mécanisme conjoint de vérification et de la Force internationale neutre.